

POUR TOUS, SANS PRIVILEGES

Plateforme électorale du PS Suisse

Adopté par le congrès le 14 février 2015 à Martigny

La force de la Suisse réside dans la prospérité de l'ensemble de ses habitants, et non pas seulement de quelques-uns. Toutes les personnes qui vivent dans ce pays ont droit à la liberté, à la prospérité et à la démocratie. Si chaque individu jouit d'une situation confortable, la collectivité se porte mieux. Cette équation se vérifie tant en Suisse qu'en Europe et dans le monde.

Dans le monde entier, la Suisse est symbole de paix, de sécurité et de stabilité. Cette reconnaissance, elle la doit essentiellement à l'action du PS qui, depuis 125 ans, se bat pour la justice dans notre pays. En effet, l'histoire de l'humanité en est la preuve : ni la paix, ni la sécurité ne sont viables sans justice. C'est pourquoi les socialistes ont conquis de haute lutte l'AVS, de même que l'allocation de maternité, le droit de vote des femmes et les conventions collectives de travail, qui protègent les salariés.

Aujourd'hui, ces acquis, dont nous pouvons être fiers, sont menacés par les coups de butoir de la droite. Un conglomérat de spéculateurs, de millionnaires et de néo-libéraux s'est fixé pour objectif de démanteler la Suisse telle que nous la connaissons. Si ces gens-là ont gain de cause, la liberté, la prospérité et la démocratie ne seront plus des droits humains, mais de simples marchandises, avant de devenir, en définitive, l'apanage des plus offrants. Cette aristocratie de l'argent ne reconnaît qu'une seule loi : la loi du plus fort. Voilà pourquoi elle tourne notre Etat en dérision, mine notre démocratie, s'oppose à l'Europe et isole notre pays sur la scène internationale.

Fort heureusement, la Suisse n'est pas une île. Nous voulons et devons maintenir de bonnes relations avec l'Europe. Nos liens avec le Vieux Continent sont étroits : ils sont bien entendu économiques et techniques, mais également culturels, sociaux et affectifs. Cette réalité est indéniable. Autre chose à ne pas oublier : l'intégration européenne est en soi une grande œuvre de paix. Retomber dans les nationalismes nous mènerait tôt ou tard à la guerre.

Comme l'Europe, les organisations internationales sont garantes de paix et de justice dans le monde entier. Le PS plaide pour que la Suisse joue un rôle actif par-delà ses frontières, afin que les droits humains soient respectés sur toute la surface du globe, que chaque pays ait des chances de développement et que, partout, la justice sociale progresse.

En tant que socialistes, c'est pour toutes ces raisons nous nous engageons jour après jour pour une société solidaire, juste et ouverte. La migration est porteuse de diversité : cette diversité constitue une force, un moteur du progrès et un atout dont bénéficient les entreprises et la société, en tant que tissu social et culturel. Nous défendons et nous efforçons de développer l'Etat social et la tradition humanitaire de notre pays. Nous revendiquons une société dans laquelle chaque être humain a sa place et peut influencer sur ses conditions de vie, que ce soit à travers les votations et les élections, ou au sein de l'entreprise. Nous luttons pour la démocratie dans tous les domaines de la vie, **pour des rentes sûres, des salaires équitables, pour une égalité réelle et des logements**

abordables. En effet, le véritable progrès consiste à donner à chaque être humain, quelle que soit son origine, la possibilité d'exercer son droit à l'autodétermination et de vivre une vie digne au sein de la société. Tels sont les acquis et les valeurs que défend le PS.

10 PROJETS POUR UNE SOCIÉTÉ JUSTE, OUVERTE ET SOLIDAIRE

1. Imposer l'égalité des salaires à travers des dispositions contraignantes et des conventions collectives de travail appliquées à l'échelon national.

Depuis 33 ans, le droit des hommes et des femmes à un salaire égal pour un travail égal est inscrit dans la Constitution suisse. Cela fait pourtant 33 ans que ce principe est foulé au pied. Les femmes gagnent en moyenne 20% – près de 700 francs - de moins par mois que les hommes. La tentative de réaliser l'égalité des salaires par des mesures volontaires s'est soldée par un échec. La politique doit agir, car de toute évidence, l'économie n'y arrive pas toute seule. Le PS revendique des bases légales claires et des mesures concrètes pour garantir l'égalité de salaire et mettre fin à la discrimination quotidienne de la moitié de la population. Nous demandons un monitoring des salaires assorti d'objectifs contraignants et de possibilités de sanctions.

Le PS se bat également pour la mise en place dans tous les secteurs professionnels de conventions collectives de travail intégrant des salaires minimums, des possibilités de formation professionnelle et des échelles de traitement permettant de donner un cadre réglementé à l'application concrète de l'égalité salariale entre hommes et femmes. Les CCT constituent une protection pour les salariés et leur garantissent des bonnes conditions de travail. Or, à l'heure actuelle, seule la moitié des actifs est protégé par une CCT. Le PS s'engage à tout mettre en œuvre pour atteindre ses objectifs.

2. Une part minimum des zones à bâtir réservée aux logements d'utilité publique, pour que chacun puisse se loger quel que soit son budget.

Dans les villes et les agglomérations, les prix du logement explosent, pour le plus grand profit des investisseurs privés et des régies immobilières. Lorsqu'ils déménagent, de nombreux locataires se voient imposer des augmentations de loyers exorbitantes et injustifiées, tandis que les promoteurs immobiliers engrangent des bénéfices record sur leur dos. Parallèlement, ces grands groupes bénéficient de réductions d'impôts, ce qui entraîne des déficits pour les cantons et les communes. Ce manque à gagner est ensuite compensé par des réductions budgétaires dont pâtit la collectivité tout entière.

Pour créer et conserver des logements à prix abordables, le PS entend promouvoir les logements d'utilité publique. Il faudrait que désormais chaque commune soit tenue de fixer un pourcentage minimum de logements à louer selon des critères d'utilité publique. Le classement de nouvelles zones à bâtir et les projets de construction devront réserver au moins 30% de la surface de plancher pour la construction de logements à bas prix destinés à des coopératives ou qui resteront propriété des pouvoirs publics. Des modèles d'habitation intéressants dans les centres-villes permettront de créer des logements abordables pour tout le monde et d'éviter la dispersion des constructions.

3. Augmenter de 10% les rentes pour assurer à chacun une vieillesse digne.

Le PS est le parti qui, depuis des décennies, se bat pour que tous puissent vivre une vieillesse digne. La participation citoyenne, l'autonomie et la sécurité financière, grâce à notre prévoyance-vieillesse, ainsi qu'une offre de soins et d'assistance abordable, en sont des éléments essentiels. Un autre aspect important est également de permettre un échange fécond et vivant entre les générations, afin de créer et de préserver un esprit de solidarité.

L'AVS est notre plus grande conquête sociale et représente un pilier de la sécurité au troisième âge. La Constitution fédérale dispose que les rentes de l'AVS et de la caisse de pension doivent permettre de « maintenir (le) niveau de vie de manière appropriée ». Or, pour un trop grand nombre de personnes, cet objectif n'est aujourd'hui plus atteint. On prétend que l'AVS se vide et que la pression sur le deuxième pilier augmente. Pourtant, contrairement à ce que l'on a pu entendre, la capacité de la Suisse à financer une prévoyance-vieillesse dépend en premier lieu d'une volonté politique ainsi que d'une juste répartition de ses ressources, et non de l'évolution de sa pyramide des âges ou du taux de conversion.

L'AVS constitue le système idéal pour renforcer la solidarité sociale indépendamment des contraintes des marchés de capitaux. Les rentes de l'AVS doivent être augmentées de 10% sans augmentation de l'âge de la retraite. C'est pourquoi le PS Suisse soutient l'initiative AVSplus.

Tant que les rentes AVS et AI n'offriront pas la garantie financière d'une vie dans la dignité pour tout le monde, le PSS continuera de militer pour la préservation et l'amélioration des prestations complémentaires. Il veillera à ce que les rentes et prestations complémentaires de l'AI soient également adaptées à l'occasion des futures adaptations de l'AVS.

4. Renforcer la protection contre les licenciements pour préserver les travailleurs âgés du chômage de longue durée.

Ce sont les salariés qui, par leurs connaissances, leurs compétences et leur savoir-faire, contribuent à la prospérité et au progrès en Suisse. Pour ce faire, ils doivent bénéficier de salaires décents, de bonnes conditions de travail et d'un emploi sûr. Pourtant, de plus en plus, les travailleurs âgés de 50 à 65 ans font les frais de l'arrivée sur le marché de l'emploi de main-d'œuvre plus jeune et moins chère. Sans avoir commis de faute, ils perdent leur emploi et viennent grossir les rangs des chômeurs de longue durée. Cette situation est intenable. Le PS demande la mise en place de modèles d'occupations flexibles (p.e. réduction du temps de travail, rentes de pont), qui seraient adoptés de manière strictement volontaires pour les employé-e-s, l'aménagement de l'assurance-chômage et du chômage partiel, en particulier pour les travailleur-euse-s âgé-e-s. Ce mode de faire garantit les rentrées financières et stabilise l'économie, en évitant que la consommation ne s'effondre. Le chômage partiel doit être accompagné d'une véritable offensive en matière de formation continue. Trop de possibilités de formation et de formation continue ne sont aujourd'hui pas prises en charge par l'assurance-chômage. Cela doit changer. De plus, le PS demande de renforcer la protection contre les licenciements, qui devront

obligatoirement être motivés. Les délais de congé et les critères pour rendre des licenciements nuls ou abusifs doivent être étendus tant dans la loi que dans les CCT. Un être humain est plus qu'un simple facteur de coûts et ne doit pas être mis à la porte sans raison.

5. Un impôt sur la bourse pour mettre fin à la spéculation inutile et stabiliser le marché financier.

Le sauvetage des grandes banques a coûté des milliards de francs au contribuable, sans pour autant que les responsables aient eu à rendre des comptes ou à subir quelque conséquence que ce soit. La même année, ces derniers se sont encore octroyés des salaires et des bonus de plusieurs millions. De toute évidence, cette logique « too big to fail » (trop gros pour faire faillite) fonctionnera jusqu'au prochain sauve-qui-peut des banques.

Une grande partie des chiffres d'affaires de plusieurs millions engrangés chaque jour par les grandes banques est le fait de transactions générées par ordinateur dont le seul but est de profiter de différences de cours minimales en achetant et en vendant des volumes d'actions gigantesques. Les transactions de ce type ne présentent aucun intérêt pour les économies nationales. Au contraire, elles ne font qu'attiser la spéculation et déstabiliser le marché financier.

Le PS se bat pour la mise en place d'une taxe boursière, que l'on appelle aussi « taxe Tobin » ou « taxe sur les transactions financières », pour mettre fin immédiatement à ces achats et ventes inutiles. Cette taxe permettrait non seulement de freiner la spéculation inutile et dangereuse, mais également de générer des recettes fiscales dans un secteur qui est l'un des rares à ne pas payer la TVA.

6. Instaurer dans tout le pays des crèches et des écoles à journée continue gratuites pour favoriser l'égalité des chances.

Chaque enfant a droit à une bonne formation, indépendamment des ressources financières de ses parents, de son origine ou de son lieu de résidence. Dans la vie de tous les jours, ce principe est pourtant loin d'être une réalité. En Suisse, les enfants de milieux favorisés ont de meilleures chances de bénéficier d'une bonne instruction que les autres. Dans les villes, à l'école obligatoire, presque le 50% des enfants sont d'une autre langue maternelle que nos langues nationales. Ils ne sont pas assez soutenus. À l'inverse, en Suisse, les enfants de parents aisés, dont la langue maternelle est la langue du lieu, bénéficient de meilleures chances d'instruction.

Pour le PS Suisse, l'égalité des chances est un objectif de tous les jours. Nous nous battons, au sein des communes, des cantons et au niveau national, pour que l'école publique bénéficie de ressources suffisantes. Les enjeux des élèves, des enseignants, des infrastructures scolaires, ainsi que la formation et le perfectionnement, nous tiennent à cœur. La réalisation de l'égalité des chances passe par la mise en place d'écoles à journée continue dans tout le pays. En effet, l'école de demain doit offrir plus qu'un ensemble de

cours en classe : nous devons cesser de séparer l'accueil extrafamilial et l'école, car cette distinction renforce le clivage entre éducation et instruction, entre accueil et encouragement. Les établissements à journée continue constituent un fondement de l'égalité des chances et offrent un moyen idéal d'encourager les enfants. Permettre un accès universel à un bon niveau de formation est dans l'intérêt de l'ensemble du pays.

7. Les chèques-enfants, un vrai soutien pour les familles.

Pour nombre d'entre nous, la famille est et reste la première et la plus importante forme de communauté. Mais elle non plus n'est pas épargnée par les mutations les plus diverses, si bien que le concept de famille recouvre aujourd'hui des formes de vie très différentes. Depuis toujours, le PS relaie les revendications des familles monoparentales et se bat contre la discrimination des partenariats entre couples de même sexe. Depuis plusieurs années, le pouvoir d'achat des familles s'est réduit à cause de l'augmentation du coût de la vie (loyer, primes d'assurance maladie, etc.). Cette pression est telle qu'avoir une famille est devenu un facteur d'appauvrissement. Un salaire à temps plein ne suffit pas toujours à faire vivre décemment une famille entière et les familles monoparentales sont souvent dans des situations de détresse. Une augmentation des allocations familiales pour les enfants et pour les jeunes en formation permettrait de soutenir rapidement toutes les familles, sans privilège.

Une autre mutation sociale dont il faut tenir compte, c'est qu'aujourd'hui, contrairement à l'époque de l'homme pourvoyeur, les femmes ont désormais de nouvelles perspectives de développement et de participation à la vie active. En conséquence, la question de la conciliation du travail et de la vie de famille se pose souvent. Les places de crèches et les possibilités d'emplois à temps partiel pour les deux parents, ou encore de congé parental, sont insuffisantes. Souvent, un salaire à temps plein ne suffit pas à faire vivre décemment une famille entière. Il n'est pas juste que les familles à hauts revenus soient les premières à bénéficier de déductions fiscales pour enfant de plusieurs milliards de francs. C'est pourquoi le PS demande de remplacer ce système par un système de chèques-enfants, plus simple et surtout plus juste, à raison d'un chèque par enfant.

8. Les primes d'assurance-maladie ne doivent pas représenter plus de 10% des revenus d'un ménage.

Chaque année, les primes d'assurance-maladie augmentent de manière effrénée, notamment en raison de la concurrence entre les différentes caisses. Pour un nombre croissant de ménages aux revenus moyens, elles sont devenues un véritable fardeau financier qui ne fait que s'alourdir. Or, l'évolution des subsides de réductions des primes n'a pas suivi le même rythme, bien au contraire : dans de nombreux cantons, les programmes d'économie ont massivement taillé dans ces allocations. Il est urgent de stopper cette tendance, dont les classes moyennes sont les premières à souffrir. Le PS souhaite donc adapter et étendre le système des réductions de primes individuelles afin que les primes ne représentent pas plus de 10% des revenus d'un ménage. Une charge financière supérieure est insupportable et inacceptable.

9. Une zone de rencontre à trafic réduit dans toutes les communes, pour que tous bénéficient d'une meilleure qualité de vie.

La mobilité est une conquête de l'être humain, une véritable promesse de liberté. Elle constitue également un défi de taille, avec des conséquences décisives sur notre qualité de vie. Une nouvelle vision de la mobilité s'impose, qui tienne compte des différents besoins et conditions dans les zones urbaines et rurales. De bonnes liaisons en car postal constituent une alternative pour les automobilistes en zone rurale. Les trajets pendulaires de plusieurs heures, les bouchons quotidiens, les trains, bus ou trams bondés sont le lot des pendulaires dans les agglomérations. Ces problèmes ne seront pas réglés avec de nouvelles routes, mais avec un réseau de transports publics performant et étendu. Ainsi, l'espace public des agglomérations redeviendra accessible aux piétons et aux cyclistes, et le trafic laissera place aux rencontres et aux conversations. Tout le monde pourra se déplacer confortablement, en toute sécurité, ce qui permettra de réduire la pollution de l'air et les émissions sonores, et ainsi d'améliorer la qualité de vie.

10. Une sortie rapide et définitive du nucléaire pour un avenir énergétique durable.

La Suisse doit rapidement se libérer de sa dépendance vis-à-vis de l'énergie nucléaire. La catastrophe de Fukushima a montré une fois de plus l'urgence d'une transition vers des sources d'énergie renouvelable. Au vue de la dangerosité des centrales nucléaires, il est essentiel de limiter la durée de vie des autres à 50 ans et de fermer immédiatement les trois plus vieilles centrales nucléaires de notre pays. A l'aube du XXI^e siècle, la possibilité d'amorcer ce tournant énergétique et de nous libérer d'une dépendance fatale, notamment pour le climat, s'offre enfin à nous. De plus, l'entrée dans une nouvelle ère énergétique créera des milliers d'emplois sûrs et intéressants.

Pour réaliser cet objectif, il faut accélérer le développement du renouvelable pour couvrir l'intégralité notre consommation d'électricité avec du renouvelable d'ici 2035, et réduire de 80% notre gaspillage d'énergie fossile jusqu'en 2050.